



Investir dans les populations rurales

Conseil des gouverneurs

Quarante-huitième session

Rome, 12-13 février 2025

Discours d'ouverture du Président, Alvaro Lario

Cote du document: GC 48/INF.5/Rev.1

Rome, 12 février 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,

Votre Majesté,

Excellences,

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Chers collègues et amis,

Au nom de tous les membres du FIDA, je vous souhaite la bienvenue à la quarante-huitième session du Conseil des gouverneurs. C'est un honneur de vous accueillir ici.

Je tiens également à saluer tout particulièrement les représentants des peuples autochtones, dont le Forum vient de s'achever. Bienvenue à toutes et à tous.

Rien qu'en écoutant les interventions de ceux qui m'ont précédé, on peut clairement ressentir la richesse de nos origines et de nos parcours géographiques. Mais ce qui ressort surtout, c'est notre objectif commun. Que l'on parle de l'Asie, du Moyen-Orient, de l'Europe, de l'Afrique ou des Amériques, ce qui nous unit, c'est notre ambition collective.

Voilà par quoi je voudrais commencer Parce que c'est cette diversité, portée par nos 180 États membres, dont l'Ukraine est le dernier arrivé, qui fait notre force.

Ensemble, nous sommes plus forts. Je sais que les temps sont chaotiques et que l'histoire est en train de se jouer. Mais souvenons-nous que notre force réside dans notre unité. Ce que nous avons entendu ce matin en est la parfaite illustration.

Mais attention, ces visions et ces plans d'investissements doivent être suivis d'actions concrètes. C'est précisément ce dont il est question aujourd'hui. C'est la raison d'être du FIDA.

Bâtir des communautés rurales florissantes ne résoudra pas tous les problèmes du monde en un clin d'œil, mais c'est assurément un premier pas essentiel. C'est un point de départ pour attaquer de front de nombreux enjeux qui nous concernent toutes et tous. Et tout commence par la lutte contre l'inégalité, qui doit être au cœur de notre action.

La période de basculement que nous traversons est placée sous le signe de l'incertitude et de l'instabilité. L'instabilité sociale qui engendre conflits et migrations forcées. L'instabilité des prix et la crise du coût de la vie que bon nombre de vos pays connaissent également. L'instabilité climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes qui frappent chacun d'entre nous, des inondations aux sécheresses en passant par les canicules.

Je suis convaincu que le développement rural peut être la solution à bon nombre de ces problèmes. J'espère qu'au cours des deux prochains jours, nous poursuivrons nos échanges sur la manière dont ces enjeux s'articulent avec les priorités de vos pays et avec certaines de nos difficultés partagées.

Stabiliser les communautés rurales, en investissant dans leur productivité et leurs économies, c'est faire un pas décisif vers notre objectif commun.

Parce qu'investir dans les communautés rurales crée des emplois, augmente les revenus et, comme certains l'ont dit, peut être un véritable moteur de croissance pour l'économie toute entière et pour le monde en général. Au cœur de notre modèle opérationnel, il y a cette conviction: quelle que soit la taille de leur exploitation, les agriculteurs sont avant tout des chefs d'entreprise.

Ce sont des femmes et des hommes insérés dans l'économie locale et mondiale. Des personnes au cœur du secteur privé et des filières. Des acteurs essentiels dans de nombreux investissements.

Et comme toute entreprise, ils ont besoin de technologies plus performantes, de liquidités et d'un accès au marché, afin de pouvoir vendre leurs produits à un prix juste, qui leur permette de vivre décemment.

D'où la place singulière qu'occupe le FIDA à ce moment charnière de l'histoire.

Car un monde où les agriculteurs sont livrés à eux-mêmes est un monde moins stable, toujours plus exposé à la faim et à la pauvreté, et moins bien équipé pour faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes – aux inondations, aux sécheresses ou aux canicules.

C'est un monde dans lequel ceux qui sont les plus proches de la terre, les petits exploitants, sont aussi ceux qui connaissent la faim. Soyons clairs: cela ne peut plus durer.

Par ailleurs, nos recherches montrent qu'il existe un lien direct entre la productivité agricole et la paix.

En Éthiopie, les conflits ont diminué de 3% à chaque fois que la productivité des terres a augmenté de 1%. Au Mali, les conflits ont chuté de 8% dans les zones où le FIDA a investi.

La raison saute aux yeux: plus nous investissons efficacement dans la capacité des petits agriculteurs à produire des denrées alimentaires, moins la concurrence pour l'accès aux ressources, et moins les personnes sont forcées de migrer.

Lorsqu'un choc survient, les producteurs et leurs communautés sont aussi mieux équipés pour y faire face. Nos évaluations de l'impact montrent que les communautés et les exploitants appuyés par le FIDA ont 14% de chances en plus de se relever d'un choc que les autres.

Chers invités,

En catalysant l'investissement au premier kilomètre, le FIDA se concentre sur celles et ceux qui sont autrement laissés pour compte, apportant ainsi de l'espoir soutenu par des actions concrètes.

Le FIDA est prêt à relever ce défi. Nous investissons dans ce qui fonctionne. Nous investissons là où notre présence est la plus nécessaire. Et nous investissons là où nous pouvons générer le plus grand impact.

Le nouveau cadre stratégique du FIDA restera en vigueur jusqu'en 2031. Il trace la voie pour le dernier effort de l'organisation en vue d'atteindre les objectifs de développement durable et sert de passerelle vers l'Agenda post-2030.

Reflétant l'évolution de nos investissements en fonction de la demande des pays, le cadre vise:

- à accroître les opportunités économiques des petits producteurs alimentaires;
- à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés rurales;
- à renforcer la durabilité environnementale et la gestion des ressources naturelles;
- et à renforcer la résilience.

La stratégie est claire et nous travaillons d'arrache-pied à lui donner effet.

Premièrement, nous avons repensé nos opérations pour mettre encore plus résolument le cap sur la performance et les résultats, afin de maximiser l'efficacité de chaque euro et de chaque dollar que les pays ou les investisseurs privés mettent à notre disposition. Nous redoublons aussi d'efforts pour attirer le secteur privé, en

particulier au niveau local, et pour aider les gouvernements à catalyser les investissements et à instaurer un écosystème propice à ces investissements.

Nous avons ainsi créé une Division du secteur privé, rattachée au Département des opérations de pays, pour être au plus proche de nos placements.

Notre stratégie d'investissement repose sur notre avantage comparatif, qui consiste à nous concentrer sur les actuels angles morts du financement proposé par les États et les institutions financières locales. Pour réussir, nous avons impérativement besoin de soutiens et de collaborateurs, en particulier issus du secteur privé local.

Deuxièmement, nous renouvelons notre engagement à innover et à nous adapter.

La révolution numérique a laissé de nombreuses communautés au bord de la route. Notre tâche est d'éviter qu'un nouveau fossé ne se creuse et ne vienne obérer l'avenir.

Il faut aussi être plus réactifs. Les États – vous tous – nous le réclament. Il faut nous efforcer d'alléger les procédures et la bureaucratie. Et simplifier le plus possible les choses pour celles et ceux qui souhaitent investir avec nous.

Troisièmement, nous réaffirmons notre engagement à travailler main dans la main avec d'autres partenaires. Nous avons vu plusieurs exemples de coopération aujourd'hui, en particulier avec les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, dont nous sommes complémentaires et, élément important, des objectifs de cofinancement avec les banques multilatérales de développement et les banques publiques de développement.

Il importe également de prendre part aux grandes plateformes, comme l'Alliance mondiale contre la pauvreté et la faim dont parlait la Première Dame, initiative forte de plus de 150 membres dont il sera question plus tard et dont le Président Monsieur Lula avait pris les rênes l'année dernière au G20, ainsi qu'aux efforts de coopération Sud-Sud et triangulaire, à travers nos bureaux de Brasília et de Beijing.

Chers amis,

Comme l'indique notre devise, le FIDA a pour mission d'investir dans les populations rurales. Et nous nous engageons à faire en sorte que les progrès et investissements soient durables, résilients et profitent à toutes et à tous.

Nous sommes là pour soutenir, pas pour faire l'aumône.

Une telle approche donne à chacun la possibilité de concevoir et de s'approprier les solutions qui fonctionnent. C'est aussi dans la maîtrise locale des projets, et dans le respect du principe de responsabilité, que s'enracine l'espoir. C'est ce que nous appelons la « croissance par le bas », et c'est le moyen le plus efficace de créer des perspectives et de changer les vies.

C'est cela, le premier kilomètre.

Le FIDA est lui-même né d'une crise internationale – de tensions élevées, de famines et de conflit dans les années 1970.

Notre force a toujours été d'investir dans le monde rural et dans l'impact sur le terrain. Cela ne changera pas. Nos investissements, qui soutiennent la productivité et les revenus, vont concrètement aux plus pauvres.

Notre démarche est source de résilience, ce qui épargne ensuite les interventions humanitaires.

Notre mandat n'avait jamais été autant d'actualité – et nous comptons sur vous pour nous accompagner dans cette mission.

En investissant judicieusement, nous pouvons ensemble à la fois débloquer la sécurité alimentaire et bloquer les émissions de carbone. Diffuser les nouvelles technologies, tout en redonnant vie aux savoir-faire ancestraux. Soutenir la stabilité au plan mondial, tout en améliorant localement les conditions de vie.

Ensemble, travaillons main dans la main pour ne laisser personne de côté.

Je vous remercie.